



30-03-2012

La pauvreté en France gagne du terrain

Un rapport publié jeudi montre l'ampleur des dégâts fait par le système capitaliste en France.

Plus de 11 millions de Français sont touchés par la pauvreté ou l'exclusion. Cette pauvreté sous toutes ses formes a augmenté en France depuis le milieu des années 2000.

Les conséquences de la crise 2008-2009 sont "lourdes, multiples et échelonnées dans le temps", souligne l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) dans son rapport 2011-2012.

Les chiffres disponibles sont de 2009, donc en dessous des réalités dramatiques d'aujourd'hui: 11,2 millions de personnes étaient touchées soit par la *"pauvreté monétaire"*, soit par *"des privations matérielles sévères"* soit par une *"très faible intensité de travail"*.

Parmi elles, 700.000 personnes cumulaient les trois indicateurs.

Si l'on considère les données de l'Insee, le taux de "pauvreté monétaire" concerne 13,5% de la population:

8,2 millions de personnes vivaient ainsi en 2009 avec moins de 954 euros.

Près de deux millions de personnes vivaient avec moins de 640 euros par mois, soit 3,3% de la population, en nette progression depuis 2005.

Ce mouvement de remontée de la pauvreté est selon l'organisme officiel *"en lien, avec la hausse généralisée des inégalités de revenus aux deux extrêmes de la distribution" des richesses.*

L'Onpes attire l'attention sur des publics particulièrement vulnérables: les familles monoparentales (près de 30% de pauvres), les jeunes (22,5%) ou les femmes âgées (environ 15%).

L'instance officielle constate aussi que "disposer d'un emploi n'est plus une condition suffisante pour franchir le seuil de pauvreté", tant l'emploi s'est raréfié et précarisé (chômage, CDD, intérim, temps partiel).

Ces chiffres montrent l'urgence d'en finir avec cette société. Cette situation faite au peuple ne supporte aucun compromis, aucune paix sociale.

Peut-on à la fois gérer à la fois les affaires du capital et les énormes dégâts qu'il occasionne ? Il faut en finir avec ce « dialogue social ». Nos candidats aux élections législatives seront les portes drapeaux de ceux qui souffrent, qui veulent se faire entendre et se donner les moyens d'en sortir en arrachant au capital leur dû.

www.sitecommunistes.org